

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VICAT

impasse de la Plaine Bleue
38390 Montalieu-Vercieu

Références : 2026 – Is055SPF
Code AIOT : 0006102824

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement VICAT implanté Usine de Montalieu BP 14 38390 Bouvesse-Quirieu. L'inspection a été annoncée le 03/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale "coup de poing" menée chez les détenteurs et exploitants d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés visés notamment par :

- la rubrique 1185-2.a de la nomenclature des installations classées,
- le règlement européen UE 2024/573.

Le programme d'inspection concerne donc exclusivement :

- la réalisation des contrôles d'étanchéité par des organismes et opérateurs habilités selon les périodicités réglementaires,
- les mesures mises en œuvre pour réduire les fuites de gaz à effet de serre à l'atmosphère et notamment le respect des délais de réparation des équipements,
- la connaissance par l'exploitant des nouvelles dispositions de la réglementation européenne

concernant les HFO ainsi que les restrictions d'utilisation des fluides visés en annexe 1 du règlement UE 2024/573.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICAT
- Usine de Montalieu BP 14 38390 Bouvesse-Quirieu
- Code AIOT : 0006102824
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement, implanté sur les communes de Montalieu-Vercieu et Bouvesse-Quirieux, de la société VICAT produit du ciment (capacité annuelle de 2 000 000 tonnes) à partir de matières premières provenant de 2 carrières de marne et de calcaire exploitées à proximité. Les roches extraites sont acheminées après concassage par convoyeur depuis les carrières jusqu'à 2 grands halls de stockage (halls marne et calcaire de capacité 30 000 tonnes). Les roches concassées sont ensuite extraites via des trémies, dosées et conduites par convoyeur vers un broyeur à cru, une tour de préchauffage et le four de cuisson. En sortie, le clinker est refroidi puis broyé (2 broyeurs horizontaux à boulets et 1 broyeur vertical à galets) et stocké avant de passer en formulation suivant la qualité du ciment voulu. Une partie du ciment produit est conditionné par ensachage sur site avant expédition. Le reste est stocké dans 2 silos pour être expédié en vrac.

En complément de cette activité, le site est autorisé à procéder au traitement de déchets de type industriel à hauteur de 240 000 tonnes par an pour les combustibles et 160 000 tonnes par an pour les matières valorisées. L'établissement est classé IED au titre de la rubrique principale 3310.

L'activité du site est ainsi encadrée par :

- l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2021-06-24 du 16 juin 2021
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDPP-DREAL UD38-2021-03-08 du 5 mars 2021 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-IC-2018-11-02 portant fonctionnement des installations en cas d'atteinte du niveau alerte du dispositif de gestion des épisodes de pollution de l'air ambiant.

Thèmes de l'inspection :

- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « *Faits sans suite administrative* » ;
- « *Faits avec suites administratives* » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « *Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète* » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification et connaissance des équipements	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.512-47	Demande d'action corrective	1 mois
3	Confinement – Carnet d'entretien des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	Demande d'action corrective	1 mois
4	Confinement des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.3 et 4.5	Demande d'action corrective	1 mois
6	Contrôle périodique des	Règlement européen du 07/02/2024, article 5	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	équipements			
7	Marque de contrôle	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contrôle périodique de l'installation	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-56	Sans objet
5	Détection de fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Sans objet
8	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	Sans objet
9	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluides. Les équipements de froid se composent de petits climatiseurs pour les différents bâtiments mais surtout d'équipements de refroidissement des installations électriques au niveau des différents postes de production. Pour la plupart, les équipements présentent donc un caractère critique pour la production. Aucun équipement n'est concerné par l'obligation d'installation d'une détection de fuites.

Les opérations de contrôles réglementaires d'étanchéité, de maintenance des équipements générateurs de froid sont confiés à 2 prestataires disposant des attestations de capacité de catégorie 1 et de techniciens dont les compétences ont été attestées par des organismes formateurs, certificateurs.

Il ressort de la visite que l'exploitant assure une bonne gestion documentaire des fiches d'intervention et dispose d'une bonne connaissance des obligations réglementaires applicables aux installations. Le suivi des équipements est dans l'ensemble de qualité ; très peu de fuites sont observées sur les 3 dernières années.

Cependant, la consultation par sondage des fiches d'intervention conduit aux non-conformités suivantes :

- la périodicité réglementaire déterminée pour certains équipements est erronée car elle se fonde sur la charge de fluide contenue dans un sous-groupe indépendant et non sur la quantité totale de fluides présent dans l'équipement,
- la périodicité de contrôle n'a pas été respectée en 2025 pour un certain nombre d'équipements du fait notamment de mouvements au niveau des opérateurs intervenants sur les équipements.

L'inspection rappelle à l'exploitant que, bien que les contrôles soient confiés à des organismes

extérieurs, il demeure responsable en tant que détenteur des équipements contenant les fluides selon la réglementation nationale et en tant qu'exploitant au sens du règlement européen UE 2024/573 du respect des périodicités de contrôle des équipements selon la nature du fluide et la charge contenue. Il doit à ce titre mettre en œuvre les mesures organisationnelles et de surveillance nécessaires pour que les dérives constatées, notamment en 2025, ne se reproduisent plus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification et connaissance des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.512-47
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration conforme
Prescription contrôlée : I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée. II. - Les informations à fournir par le déclarant sont : 1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant ; 2° L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ; 3° La nature et le volume des activités que le déclarant se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée ; [...]
Constats : Les installations sont autorisées par l'arrêté n°DDPP-DREAL UD38-2021-06-24 du 16 juin 2021. Le tableau de classement fait état d'un classement à déclaration au titre de la rubrique 1185-2.a pour une quantité cumulée de fluide de 550 kg. L'exploitant a été en mesure de présenter une liste des équipements de plus de 2 kg contenant des fluides frigorigènes fluorés. Ce recensement témoigne d'une quantité cumulée atteignant 370,71 kg au jour de l'inspection. Une nouvelle installation doit être mise en service en 2026 pour les besoins de refroidissement du poste 23. L'inspecteur a pu constater la présence de l'équipement sur le site et la réalisation des derniers tests de mise en pression des circuits. L'inspection n'a pas de commentaires à formuler sur la situation administrative liée à la rubrique 1185-2.a. L'exploitant respecte les quantités autorisées dans son arrêté préfectoral d'autorisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une nouvelle installation doit être mise en service en 2026 pour les besoins de refroidissement du poste 23. L'inspecteur a pu constater la présence de l'équipement sur le site et la réalisation des derniers tests de mise en pression des circuits. Il est toutefois apparu lors de la visite une différence entre le fluide frigorigène indiqué dans le cadre des documents examinés en salle, soit le fluide R-454B, et celui indiqué sur l'équipement soit le R-513A. Les éléments communiqués par l'exploitant à la suite de la visite ne permettent pas de clarifier la situation.

<p>Il est donc demandé à l'exploitant, sous un mois, de tenir à dispositions les justificatifs concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> la nature du fluide employé, la charge en fluide de l'équipement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande-d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Contrôle périodique de l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-56
Thème(s) : Situation administrative, Réalisation du contrôle périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le contrôle périodique de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration, prévu à l'article L. 512-11, est effectué à la demande écrite de l'exploitant de l'installation classée par un organisme agréé dans les conditions fixées par les articles R. 512-61 à R. 512-66. La demande précise la ou les rubriques de la nomenclature dont relèvent les installations à contrôler ainsi que la date de mise en service de chacune d'elles. [...]</p> <p>La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC).</p>
<p>Constats :</p> <p>Sans objet, les installations classées sous la rubrique 1185-2.a sont incluses dans un établissement soumis à autorisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Confinement – Carnet d'entretien des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des fuites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.</p> <p>Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.</p> <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait appel à des opérateurs des sociétés LANSARD et CBF PRO à travers un contrat site pour les contrôles d'étanchéité réglementaires, la maintenance des équipements contenant des fluides frigorigènes. Les opérateurs de ces 2 sociétés établissent les fiches d'intervention pour chaque opération sur les groupes froids.</p> <p>L'exploitant VICAT dispose de l'ensemble des fiches d'intervention. Les archives sont intégralement numériques depuis 2024. L'exploitant dispose des archives papiers pour les années précédentes. L'exploitant a ainsi été capable de produire les fiches d'intervention demandées par l'inspection lors de la visite sur les 5 dernières années. L'organisation constatée est satisfaisante.</p> <p>L'exploitant a témoigné pendant toute la visite de la bonne gestion documentaire des fiches d'intervention ainsi que de sa connaissance des obligations réglementaires portant sur les équipements contenant des fluides visés par le règlement (UE) 2024/573 et par la réglementation nationale.</p> <p>En revanche, il a été constaté que les fiches d'intervention n'étaient pas systématiquement contresignées par le détenteur.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant cette obligation en soulignant l'importance dans le cadre des maintenances et réparations, de s'assurer que les fiches d'intervention comportent l'ensemble des informations nécessaires à la compréhension de la nature du problème, des délais d'intervention, de la réparation effectuée.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera dans son organisation à s'assurer qu'il cosigne toutes les fiches d'intervention. En lien avec les constats sur les fiches d'intervention (constats 5 & 6), cette étape de cosignature doit permettre la vérification par le détenteur de l'exhaustivité des informations mentionnées par l'opérateur et que ces dernières sont suffisantes pour garantir la traçabilité des opérations effectuées selon les délais réglementaires.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> <p>Proposition de délais : 1 mois</p>
--

N° 4 : Confinement des fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4.3 et 4.5
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des fuites
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Règlement (UE) 2024/573 Article 4 :</u> [...] <p>3. Les exploitants et les fabricants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés ou les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter le rejet accidentel de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites des gaz.</p> <p>[...]</p>

5. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié.

Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci.

- **Arrêté du 29/02/016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés - Article 5**

V.-Toute présomption de fuite de fluide frigorigène donne lieu à une recherche de fuite par méthode de mesures directes :

- dans un délai de douze heures si la charge de l'équipement est supérieure ou égale à 500 tonnes équivalent CO₂ ;
- dans un délai de vingt-quatre heures dans les autres cas.

- **Arrêté du 29/02/016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés - Article 7**

Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.

La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

- **Article R. 543-89 du code de l'environnement :**

Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.

Constats :

En lien avec le constat 6, les fiches d'intervention suivantes ont été vérifiées lors de la visite :

- poste 2 : fiches d'intervention pour les 2 sous-groupes 1A et 1B sur les années 2024-2025-2026
- poste 11 : fiches d'intervention refroidissement circuit salle HT et salle BT pour les années

2022-2023-2024-2025-2026

- poste 12 : fiches d'intervention pour les 2 sous-groupes 1A et 1B sur les années 2024-2025-2026
- bureau mécanique : 2024-2025-2026
- BES : mise en service 2022 et contrôle étanchéité 2026.

Seuls les équipements du poste 2 et le climatiseur du bureau mécanique ont fait l'objet d'opérations de maintenance et de manipulation de fluides.

Concernant le bureau mécanique, les fiches d'intervention consultées permettent de retracer la chronologie des événements :

- 30/08/2024 : fuite détectée sur l'équipement lors du contrôle d'étanchéité - récupération de 2,8 kg de fluide
- 03/09/2024 : réparation fuite liée à la casse d'un dudgeon (raccord sur le circuit frigorifique) + recharge 11 kg en R410-A (bouteille 0000522013)
- 09/10/2024 : contrôle d'étanchéité conforme

Les opérations ont été réalisées dans les délais : récupération et purge immédiate du circuit à la détection de fuites, réparation sous 4 jours avec recharge de l'équipement et contrôle de fuites, contrôle d'étanchéité réalisé dans un délai dépassant très légèrement le mois. La gestion de l'évènement est satisfaisante.

Concernant le poste 2, l'exploitant a identifié un dysfonctionnement de l'équipement. L'opérateur est intervenu le 24/06/2025 et a détecté une fuite au niveau du distributeur de l'échangeur en sortie du compresseur. La soudure a été refaite, l'équipement a été rechargé à hauteur de 14 kg de fluides, un contrôle d'étanchéité a été réalisé à la suite immédiate de la réparation le 24 juin 2025.

Une seule fiche d'intervention a été renseignée pour l'ensemble des opérations. La réparation n'est pas détaillée, ni décrite. La traçabilité de l'évènement est incomplète ; il n'est par exemple pas possible de déterminer le délai entre le constat de défaillance de l'équipement par l'exploitant et l'intervention de l'opérateur pour procéder à la recherche de fuites.

L'exploitant a néanmoins précisé que l'équipement en question est indispensable aux activités de production du site. Il assure une fonction de refroidissement des circuits électriques du broyeur. Par conséquent, tout arrêt de ce dernier conditionne un arrêt de la production. Le caractère critique de l'équipement implique une réaction et une réparation la plus rapide possible à la suite du constat de dysfonctionnement ou de fuite par l'exploitant laissant penser que le délai de 24 h entre la détection du dysfonctionnement de l'équipement et la réparation est respecté. Le contrat de maintenance site établi avec les opérateurs ne prévoit toutefois pas de délai minimum d'intervention.

De plus, **l'absence de contrôle d'étanchéité dans le délai allant de 24 h à un mois après la réparation** ne répond pas non plus aux exigences fixées par l'article 4.5 du règlement UE 2024/573. Le contrôle d'étanchéité en date du 19 mars 2026 témoigne cependant de la bonne étanchéité de l'équipement et donc de la qualité de la réparation réalisée l'année précédente.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de définir une organisation et déployer les actions correctives adaptées pour garantir la traçabilité des opérations à partir des fiches d'intervention ; notamment celles liées à des maintenances ou réparations des équipements impliquant des manipulations de fluides frigorigènes.

La chronologie des évènements et les délais entre le moment du constat de fuite ou de panne de l'équipement par l'exploitant, l'intervention de l'opérateur habilité, la réparation de l'équipement puis le contrôle d'étanchéité dans un délai supérieur à 24 h et inférieur à un mois doivent transparaître des fiches d'intervention, qui font l'objet d'une cosignature par le détenteur de l'équipement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Détection de fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 6

Thème(s) : Produits chimiques, Présence d'un système de détection de fuite

Prescription contrôlée :

- **Règlement (UE) 2024/573 - Article 6 - Systèmes de détection des fuites :**

1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO₂ ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.

[...]

3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

- **Arrêté du 29 février 2016 - Article 3 :**

I. Le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC fondé sur une méthode de détection de fuite par mesure indirecte conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :

- 50 grammes par heure ;
- 10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.

II. Par exception au paragraphe I, lorsqu'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC basé sur des méthodes directes conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :

- 50 grammes par heure ;

- 10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.

L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte. [...].

III. Par exception aux paragraphes I et II, lorsqu'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions des paragraphes I et II ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuites qui analyse au moins un des paramètres suivants : a) La pression ; b) La température ; c) Le courant du compresseur ; d) Les niveaux de liquides ; e) Le volume de la quantité rechargée. Le système permanent de détection de fuite est relié à une alarme informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté. L'exploitant prévoit des mesures correctives afin de détecter au plus vite et limiter les fuites. Il réalise les contrôles d'étanchéité, prévus à l'article 1er, par une méthode de mesure directe à la périodicité prévue à l'article 4. L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions prévues au I et II du présent article ainsi que les mesures correctives qu'il met en œuvre afin de détecter au plus vite et limiter les fuites.

Constats :

L'exploitant ne détient aucun équipement répondant aux deux critères suivants :

- charges de FFF inscrits à l'annexe 1 du règlement UE 2024/573 dans des quantités supérieures à 500teqCO₂
- charge supérieure à 100 kg d'un fluide inscrit en section 1 de l'annexe 2 du règlement UE 2024/573.

Les équipements du site ne sont donc pas concernés par la mise en œuvre d'une détection de fuites répondant aux performances fixées à l'article 3 de l'AM du 29 février 2016.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5

Thème(s) : Produits chimiques, Fréquence des contrôles périodiques

Prescription contrôlée :

- **Règlement (UE) 2024/573 : Article 5 :**

1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, qui ne sont pas contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité.

Les équipements hermétiquement scellés ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité à condition qu'ils soient étiquetés comme équipements hermétiquement scellés et qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

a) ils contiennent moins de 10 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I; ou

b) ils contiennent moins de 2 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II.

Par dérogation au deuxième alinéa, lorsque des équipements hermétiquement scellés sont installés dans des bâtiments résidentiels, ils ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité lorsque ces équipements contiennent moins de 3 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés, à condition qu'ils soient étiquetés comme étant hermétiquement scellés.

Les appareils de commutation électrique ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

- a) ils ont un taux de fuite testé indiqué dans les spécifications techniques du fabricant inférieur à 0,1 % par an et sont étiquetés en conséquence ;
- b) ils sont munis d'un dispositif de contrôle de la pression ou de la densité avec système d'alerte automatique lorsqu'ils sont en service ;
- c) ils contiennent moins de 6 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I.

2. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements fixes ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:

- a) équipements de réfrigération ;
- b) équipements de climatisation ;
- c) pompes à chaleur ;
- d) équipements de protection contre l'incendie ;
- e) cycles organiques de Rankine ;
- f) appareils de commutation électrique.

3. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements mobiles ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:

- a) unités de réfrigération des camions frigorifiques et remorques frigorifiques ;
- [...]

6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante :

- a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois ;
- b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO₂ ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois ;
- c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.

Constats :

Les fiches d'intervention suivantes ont été examinées lors de la visite :

- poste 2 : fiches d'intervention pour les 2 sous-groupes 1A et 1B sur les années 2024-2025-2026

- poste 11 : fiches d'intervention refroidissement circuit salle HT et salle BT pour les années 2022-2023-2024-2025-2026
- poste 12 : fiches d'intervention pour les 2 sous-groupes 1A et 1B sur les années 2024-2025-2026
- bureau mécanique : 2024-2025-2026
- BES : mise en service 2022 et contrôle étanchéité 2026.

Il ressort de cet examen :

- que les fiches d'intervention sont réalisées par sous-groupe lorsque les équipements contiennent des circuits de fluide indépendants. La périodicité des contrôles est ainsi fixée par la quantité de fluide présente dans le sous-groupe et non dans l'équipement. Dans la plupart des cas, cela n'influe pas sur la périodicité réglementaire de contrôle. Il apparaît toutefois que pour le poste 2 constitué de 2 circuits indépendants (mais d'un seul évaporateur donc constituant un seul équipement) la périodicité indiquée sur les fiches d'intervention retient une fréquence de 12 mois basée sur la capacité de 19 kg du sous-groupe alors que la charge totale de l'équipement de 38kg conduit à dépasser le seuil des 50 tonnes équivalent CO2 conditionnant une fréquence semestrielle. **La fréquence de vérification n'est pas conforme.** Il demeure que la dernière vérification des sous groupes 1A et 1B de l'équipement date du 19 mars 2026. L'équipement est donc à jour de ces contrôles d'étanchéité au jour de la visite.
- des difficultés lors de l'année 2025 liées à des changements d'opérateur habilité chez les organismes. Il apparaît notamment :
 - que le sous-groupe 1B du poste 2 n'a pas fait l'objet de contrôle d'étanchéité en 2025
 - que pour le poste 11 (salles HT et BT), les contrôles d'une périodicité semestrielle n'ont pas été réalisés sur le premier semestre 2025 (vérifications en date du 6 septembre 2024 puis du 19 septembre 2025)
 - que pour le poste 12 "process", les sous-groupes n'ont pas fait l'objet du contrôle d'étanchéité de périodicité semestrielle sur le premier semestre 2025 (groupe 1A vérifications en date du 18/09/2025 et la précédente du 09/10/2024 - groupe 1B vérifications en date du 02/10/2025 et la précédente du 09/10/2024). En revanche, les sous-groupes ont eu droit à 2 contrôles successifs en 2024 les 06/09 et 09/10/2024.
- qu'au jour de la visite, l'ensemble des équipements examinés présentent un contrôle d'étanchéité à jour au regard des fréquences réglementaires témoignant effectivement plus d'une difficulté passagère en 2025 que d'un problème chronique. Il demeure que la responsabilité réglementaire du respect des périodicités de contrôle incombe au détenteur de l'instrument (AM du 29/02/2016) ou à l'exploitant (au sens du règlement UE 2024/573) donc à la société VICAT.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est confirmé que la fréquence des contrôles d'étanchéité est déterminée par la charge totale de l'équipement quand bien même ce dernier soit composé de plusieurs circuits frigorifiques indépendants. Il est tout à fait possible de procéder à une gestion des contrôles d'étanchéité par sous-groupe à condition que la périodicité de réalisation soit fixée sur la base de la charge totale de l'équipement.

Il est ainsi demandé à l'exploitant, dans un délai d'un mois, de procéder à une vérification sur l'ensemble de son parc d'équipements afin d'identifier les équipements dont les fréquences de contrôle ne sont pas adaptées en raison d'une considération de la charge par sous-groupe et non de la charge totale. A partir de cet état des lieux, l'exploitant s'engagera sur le planning de réalisation des prochains contrôles d'étanchéité pour chaque équipement dont la fréquence de

contrôle était jusqu'à maintenant erronée. De même, l'exploitant établira un courrier signé à l'opérateur chargé de la réalisation des contrôles sur les équipements pour témoigner des erreurs dans le renseignement automatisé des fiches d'intervention, donc dans la détermination des fréquences de contrôle pour l'ensemble des équipements identifiés dans le cadre de l'étude d'impact.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Marque de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Produits chimiques, Marque de contrôle à apposer
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 6 :</u> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 7 :</u> <p>Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité. La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés. La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement. Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène</p>

jusqu'à réparation.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater la présence des "marques de contrôle d'étanchéité", soit les vignettes bleues répondant au modèle de l'AP du 29/02/2016 sur la plupart des équipements sélectionnés par sondage.</p> <p>L'inspection a néanmoins constaté les manquements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> la vignette de contrôle du groupe clim associé au bureau mécanique indiquait une date de validité à 01/2026 dépassée. Or le dernier contrôle d'étanchéité (fréquence 12 mois) date du 12/02/2026. l'absence de vignette de contrôle sur l'équipement du hall calcaire. Il est noté que l'atmosphère poussiéreuse ne facilite pas l'adhésion de la vignette. <p>Il n'a pas été constaté d'équipement affligé d'une marque signalant un défaut d'étanchéité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un mois, l'exploitant fera procéder à l'apposition des marques de contrôle correspondant au dernier contrôle d'étanchéité sur les équipements.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Attestations des opérateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78
Thème(s) : Produits chimiques, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <u>Article R. 543-78 du code de l'environnement :</u> <p>Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p> <p>Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements</p>

à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.

Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.

- **Article R. 543-79 du code de l'environnement :**

Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française.

Constats :

Les 2 organismes de contrôle intervenants sur les équipements sont LANSARD et CBF PRO. Suite à l'inspection, l'exploitant a communiqué :

- les attestations de capacité en vigueur pour les organismes en vertu de l'article R. 543-78 du code de l'environnement,
 - LANSARD ENERGIE : attestation de capacité n°5061741 de catégorie 1 pour l'établissement de Gresy sur Aix délivrée par Bureau Veritas le 24 mai 2023 et d'une validité de 5 ans.
 - CBF PRO : attestation de capacité n°12040 de catégorie 1 pour l'établissement de Saint Genix sur Guiers délivrée par Qualiclimafroid le 5 janvier 2024 pour une durée de 5 ans.

La catégorie 1 de l'attestation de capacité correspond à la réalisation des opérations suivantes "*Contrôle d'étanchéité, maintenance et entretien, mise en service, récupération des fluides des équipements de tous les équipements de réfrigération, de climatisation et de pompe à chaleur*".

C'est satisfaisant.

- les attestations d'aptitude des opérateurs intervenants sur les équipements en vertu de l'article R. 543-106 du code de l'environnement. Aucun opérateur non habilité n'est intervenu sur les équipements contrôlés sur la base des fiches d'intervention examinées lors de la visite.

A toutes fins utiles, il est rappelé à l'exploitant que, malgré le recours à un prestataire extérieur, sa responsabilité est engagée si du personnel non habilité intervient sur les équipements. Il est donc de son ressort de s'assurer régulièrement que les organismes et opérateurs disposent des attestations de capacité et d'aptitude à jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3

Thème(s) : Produits chimiques, Interdiction de certains fluides frigorigènes en réfrigération

Prescription contrôlée :

- **Règlement 2024/573 : Article 13 - Restrictions d'utilisation ;**

[...]

3. L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO₂ ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite.

Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à - 50 °C.

Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :

a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7;

b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.

- **Règlement (UE) 2024/590 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.**
Article 4 : Interdictions relatives aux substances appauvrissant la couche d'ozone :

1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.

Constats :

Le seul équipement de l'exploitation fonctionnant avec un fluide soumis à restriction d'utilisation par le règlement UE 2024/573 est le groupe froid du poste 11 (R 404 A de PRP 3922).

L'exploitant est parfaitement au courant des obligations associées à l'usage de ce fluide et à la possibilité dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien de ces derniers, de procéder à la recharge des équipements à condition d'utiliser du fluide recyclé ou régénéré.

Aucune manipulation de fluides sur l'équipement n'a été menée depuis le 20 février 2024 date de parution au JO du règlement.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe – Constat N°1 : Identification et connaissance des équipements

2026							
Localisation	KWf	GAZ	KG	TEQ CO ²	GWP	TYPE	Année mise en service
Poste 7	160	R410A	40	83,52	2088	AIR	2022
Poste 1	55	R410A	8	16,7	2088	AIR	2025
	55	R410A	8	16,7	2088		
	55	R410A	8	16,7	2088		
	55	R410A	8	16,7	2088		
Poste 2	130	R410A	28	58,46	2088	AIR	2021
Poste 12	130	R410A	28	58,46	2088	AIR	2023
Poste 12 process	290	R410A	50	104,4	2088	AIR	2011
Poste 23	nouvelle installation en attente date mise en service					AIR	2026
Poste 25/10/10bis	82	R410A	12	25,06	2088	AIR	2016
Poste 8 + 8BIS	60	R410A	12	25	2088	AIR	2015
Poste 19 haut et bas	14	R410A	8,27	17,2	2088	AIR	2026
	14	R410A	7,69	16	2088		
Local technique	13,4	R410A	4,5	9,4	2088	AIR	2015
Laboratoire fluo	20	R410A	4,15	8,67	2088	AIR	2015
Poste 11	16	R404A	29	113,74	3922	AIR	2007
	35	R404A	29	113,74	3922		
Poste 21	30	R410A	6	12,53	2088	AIR	2015
Hall marne	3	R134A	2	2,86	1430	AIR	2007
Hall calcaire	7	R410A	2.2	4.59	2088	AIR	2025
	7	R32	3.2	2,16	675		
Bureau méca + sécurité	11,8	R410A	11	23	2088	AIR	2023
Bâtiment admin.	34	R410A	25.4	53	2088	AIR	2024
BES	14	R410A	3,7	7,72	2088	AIR	2022
Salle de contrôle	12	R410A	6	12,53	2088	AIR	2015
Bâtiment sud étage	45	R410A	19,2	35.29	2088	AIR	2026
Bâtiment sud rdc	22,4	R410A	7,4	15.45	2088	AIR	2026

liste +2kg 2026_page-0001.jpg